



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 16 – Du 14 au 21 avril 2022

## En bref

**Afghanistan :** La Banque mondiale reprend du service en Afghanistan. La Banque centrale lève les restrictions sur les transferts d'argent à l'étranger.

**Bangladesh :** La Banque centrale assouplit le calendrier de remboursement des prêts agricoles.

**Bhoutan :** L'exploitation de deux mines de gypse et de dolomite confiée à l'opérateur public malgré la récente ouverture au secteur privé.

**Inde :** *Indicateurs macro-économiques :* Révision à la baisse des prévisions de croissance du FMI. Accélération de la hausse des prix de gros à 14,6% en mars. Accélération des sorties de capitaux en février. *Politique monétaire :* Diminution des réserves de change et volatilité de la roupie. *Secteur bancaire et marchés financiers :* Plafonnement des prêts des NBFC. *Politique commerciale :* Visite du Premier ministre britannique. Visite croisée du Secrétaire d'Etat au Commerce à Bruxelles et de députés européens en Inde.

**Népal :** La Cour suprême ordonne au gouvernement de ne pas appliquer sa décision de suspendre le gouverneur de la Banque centrale. Visite au Népal du Vice-Président de la Banque asiatique de développement. Le Japon prolonge les programmes de coopération technique au Népal pour l'exercice 2022. GBIA, le deuxième aéroport international du Népal, entre en service.

**Pakistan :** Le nouveau Premier ministre Shehbaz Sharif entend renouer le dialogue avec le FMI. Le nouveau ministre des Finances attendu à Washington pour reprendre les négociations doit au préalable obtenir la levée de son nom sur la liste des personnes interdites de sortie du territoire (*Exit Control List*). Le ministre a souhaité s'entretenir en tête à tête avec la Directrice générale du FMI. Les IDE en net recul en mars par rapport à l'année dernière. La chute de la Roupie reprend après une courte accalmie liée à la composition du gouvernement. Les importations de pétrole ont progressé en valeur de 97% sur un an. Stabilité du gaz. Les dépôts bancaires ont fortement progressé au cours du mois de mars. L'autorité des télécommunications renouvelle la licence du premier opérateur de téléphonie mobile PCML (Jazz) pour 486 M USD.

**Sri Lanka :** Poursuite des négociations avec le FMI. Baisse de la note souveraine par les trois agences de notation. Accélération de la hausse des prix suite à la dépréciation de la roupie.

## Afghanistan

### La Banque mondiale reprend du service en Afghanistan

Selon *Reuters*, la Banque mondiale va reprendre l'instruction de certains projets axés sur la santé, l'agriculture et les moyens de subsistance. En revanche, les projets d'éducation, évalués à quelque 150 M USD, restent suspendus. Pour rappel, les projets dans ces quatre secteurs, d'une valeur d'environ 600 M USD, avaient été suspendus à la fin du mois de mars, en raison des profondes préoccupations de l'institution multilatérale concernant l'interdiction faite par les talibans aux filles de fréquenter l'école secondaire publique.

Par ailleurs, le Trésor américain a déclaré que les principaux donateurs du Fonds fiduciaire pour la reconstruction de l'Afghanistan (ARTF) se réuniraient pour discuter des problèmes économiques et de sécurité alimentaire croissants du pays dans le cadre des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale.

### La Banque centrale lève les restrictions sur les transferts d'argent à l'étranger

La Banque centrale du pays a annoncé mardi que les transferts d'argent à l'étranger étaient désormais possibles, levant par la même occasion toutes les restrictions imposées aux banques afghanes depuis près de sept mois.

Toutefois, il semble douteux que cette décision, qui a suscité l'enthousiasme auprès de la communauté d'affaire afghane, puisse être pérennisée tant que les réserves de change resteront gelées. En réaction à l'arrivée au pouvoir des talibans, le FMI, sous la pression américaine, a gelé les réserves de change, pour la plupart domiciliées à la Banque Fédérale de Réserve de New York et estimées à 9,4 Mds USD en avril 2021, asséchant les liquidités internationales et mettant en péril le système bancaire et financier afghan.

## Bangladesh

### La Banque centrale assouplit le calendrier de remboursement des prêts agricoles

La Banque centrale a assoupli les conditions de remboursement des prêts agricoles à court terme afin de stimuler la production alimentaire et développer l'industrie agroalimentaire. La Banque centrale a justifié cette décision par l'augmentation des prix de divers intrants agricoles sur le marché international et de leur coût de transport.

Cela devrait faciliter le remboursement des prêts pour les entrepreneurs du secteur agricole et maintenir un flux de crédit normal. Les remboursements des prêts peuvent désormais être différés pour une période maximale de trois ans avec une période de grâce de six mois à partir de la date de rééchelonnement du prêt et ce, sans verser d'acompte. La presse ne précise pas s'il s'agit du service de la dette ou uniquement du paiement des intérêts. Selon la Banque mondiale, l'agriculture représentait 12,9% du PIB bangladais en 2020.

## Bhoutan

### L'exploitation de deux mines de gypse et de dolomite confiée à l'opérateur public malgré la récente ouverture au secteur privé

Un protocole d'accord sur un régime de concession de la mine de gypse de Khothakpa et de la mine de dolomite de Chunaikhola a été signé le 18 avril 2022 entre le secrétaire du ministère des Affaires économiques, M. Karma Tshering et la *State Mining Corporation Limited* pour une durée de quinze ans.

Pourtant, le règlement sur la gestion des mines et des minéraux de 2022 (MMMR 2022) adopté en janvier ouvrait l'exploitation minière au secteur privé, deux ans après une première suspension en juin 2020, à la suite de quoi la *State Mining Corporation Limited* avait repris toutes les mines de gypse, de dolomite et de charbon exploitées par des entreprises privées.

## Inde

### Indicateurs macro-économiques

#### Révision à la baisse des prévisions de croissance du FMI

Dans son dernier *World Economic Outlook*, Le FMI a revu à la baisse ses prévisions de croissance du PIB indien en 2022/23 (avril-mars) à 8,2% contre 9% en janvier dernier. Le FMI justifie cette révision par l'impact de la hausse des prix, en particulier de l'énergie, sur la consommation et l'investissement. Le Fonds évoque en parallèle la reprise des contaminations au Covid-19 en Chine et les confinements décrétés à Shanghai et Shenzhen qui pourraient désorganiser les chaînes d'approvisionnement. Telle quelle, cette estimation demeure supérieure à celle effectuée il y a deux semaines par la RBI, qui a réduit ses prévisions de 7,8% à 7,2% pour l'exercice.

Le Fonds a également ramené sa prévision de croissance pour 2023/24 de 7,1% à 6,9%.

Le FMI anticipe par ailleurs une inflation annuelle moyenne de 6,1%, supérieure à la dernière prévision de la Banque centrale indienne (5,7%), ainsi qu'un déficit courant équivalant à 3,1% et un déficit public à 9,9% du PIB.

Prévisions de croissance pour 2022/23		
Organisation	Précédemment	Dernière révision
Banque mondiale	8,7	8
FMI	9	8,2
Fitch	10,3	8,5
India Ratings	7,6	7-7,2
Morgan Stanley	8,4	7,9
Citigroup	8,3	8
ICRA Ltd	8	7,2
RBI	7,8	7,2

#### Accélération de la hausse des prix de gros à 14,6% en mars

Selon les [chiffres officiels](#), la hausse des prix de gros atteint 14,5% en glissement annuel en mars contre 13,1% en février dernier et 7,9% en mars 2021. Il s'agit de la deuxième hausse la plus importante depuis 2004.

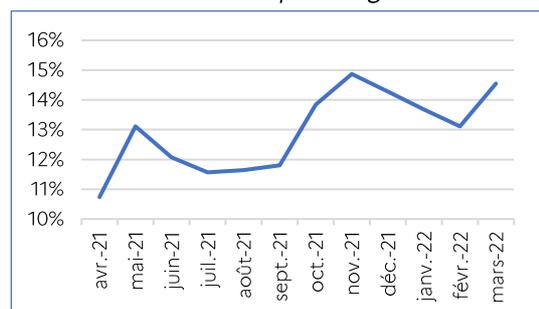
Les trois principales composantes enregistrent une progression : les prix de gros des produits manufacturés croissent de 10,7%, après 9,8% en février, ceux des produits primaires s'accroissent de 15,5% (13,4% en février) et enfin les prix de gros de l'énergie augmentent de 34,5% (31,5% en février). A noter, la légère progression des prix de gros des produits alimentaires à 8,7% en mars contre 8,5% en février. Seuls les prix de gros des équipements de transports, des produits pharmaceutiques et de ceux en plastique et caoutchouc n'ont pas connu de hausse en mars. Sur une base séquentielle, la hausse des prix de gros progresse de 2,7% en mars.

Ces résultats reflètent la hausse des prix mondiaux de l'énergie et le dégel des prix de l'essence et du diesel décidé par le gouvernement début mars. L'inflation sous-jacente (hors prix des composantes alimentaires et des carburants) atteint 10,9% en mars contre 10% en février. Sur l'exercice 2021/22, l'augmentation des prix de gros s'établit en moyenne à 12,96%, un record depuis trente ans.

L'économiste en chef de l'ICRA a déclaré anticiper une fourchette de hausse des prix de gros comprise entre 13,5% et 15% pour le mois d'avril, consécutivement à l'évolution des prix de l'énergie, tandis que l'économiste principal d'*India Ratings & Research* estime que même une mousson « normale » ne saurait être suffisante pour contrer la croissance des prix de l'alimentation.

Pour rappel, le dernier Comité de politique monétaire de la RBI avait modifié l'orientation ultra-accommodante de la politique monétaire afin de procéder au réancrage des anticipations d'inflation et de préparer le marché à une hausse imminente de son principal taux directeur.

Hausse des prix de gros



## Ventilation sectorielle de la hausse des prix de gros

	Poids	Fév. 2022	Mars 2022
Produits alimentaires (regroupe des biens primaires et manufacturés)	24,4%	8,5%	8,7%
Biens primaires	22,6%	13,4%	15,5%
Energie	13,2%	31,5%	34,5%
Produits manufacturés	64,2%	9,8%	10,7%

## Accélération des sorties de capitaux en février

Selon le récent [bulletin de la RBI](#), les investissements étrangers (IDE et investissements de portefeuille) enregistrent des sorties nettes de 1,2 Md USD en février contre des entrées de 897 M USD en janvier. Les entrées nettes d'IDE reviennent de 5,8 Mds USD en janvier à 4,3 Mds USD en février (-25,9%) tout en restant bien supérieures à celles de février 2021 à 442 M USD.

Toutefois, les investissements de portefeuille enregistrent des sorties nettes de 5,5 Mds USD en février contre -4,9 Mds USD en janvier. Cette tendance confirme la préférence des investisseurs pour les titres des pays développés alors que les taux remontent et que le déficit courant de l'Inde s'accroît (voir [Brèves n°13](#)).

M USD	Février 2021	Janvier 2022	Février 2022
IDE nets	442	5816	4275
IP nets	1853	-4919	-5492
Investissements étrangers nets	2295	897	-1218

## Politique monétaire

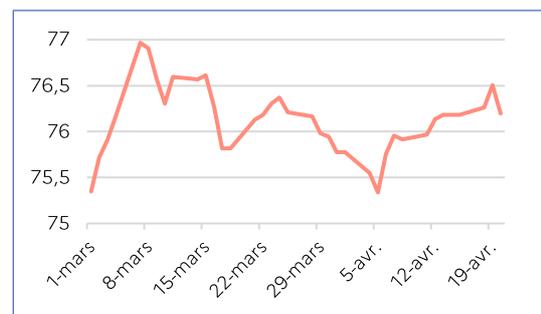
## Diminution des réserves de change et volatilité de la roupie

Les réserves de change de la Banque centrale indienne (RBI) ont été ramenées de près de 632 Mds USD au 1<sup>er</sup> avril à 604 Mds USD au 15 avril, soit une diminution de 4,6%. Cette tendance signale des interventions de la RBI sur le marché des changes pour contrer la dépréciation de la roupie. Les réserves restent largement suffisantes puisqu'elles couvrent près de treize mois

d'importations, selon le chiffre des importations de 2021.

La monnaie s'était en effet dépréciée jusqu'à 76,37 INR pour un USD au 24 mars puis les interventions de la RBI l'avaient ramenée à 75,34 INR/USD; la devise est néanmoins rapidement repartie à la baisse à près de 76 INR/USD le 7 avril. Au final, les interventions ont permis de freiner la dépréciation de la roupie, qui demeure néanmoins sujette à des pressions à la baisse, en cotant à un cours supérieur à 76 USD/INR au 21 avril.

Taux de change USD/INR



## Système financier

## Plafonnement des prêts des NBFC

La RBI a décidé d'un [nouveau plafond des prêts accordés par les principales institutions financières non bancaires](#) (NBFC) indiennes dans le but de rapprocher leur réglementation de celle des banques commerciales et ainsi améliorer la qualité des actifs et la solidité du système financier.

La somme de toutes les expositions d'une des NBFC appartenant à la tranche haute, c'est-à-dire les dix premières en termes d'actifs, envers une seule et même contrepartie devra être limitée à 20% de son [Tier 1 capital](#).

Le *Tier 1 capital* comprend le capital social libéré émis par les NBFC, la prime d'émission résultant de l'émission d'actions, les réserves de capital représentant le profit de la vente d'actifs et les réserves statutaires.

La limite ne pourra être relevée de 5% qu'avec l'approbation du conseil d'administration. L'exception concerne les NBFC finançant des

infrastructures dont le plafond est relevé à 25%, ainsi que celles dont les prêts sont accordés à plusieurs entités.

Dans le cas d'un dépassement du plafond de l'exposition d'une NBFC, celle-ci devra en référer à la Banque centrale et il lui sera interdit de prêter davantage avant d'être revenue en deçà du plafond. La RBI précise que toute infraction à cette nouvelle réglementation, qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2022, sera passible de sanctions financières.

## Politique commerciale

### Visite du Premier ministre britannique

La visite du Premier ministre britannique les 21 et 22 avril devrait se concentrer sur les négociations d'un futur accord de libre-échange et la coopération dans divers secteurs dont la sécurité ou l'éducation ainsi qu'aborder les conséquences de la crise en Ukraine. L'Inde accueillera en parallèle le troisième *round* des négociations en vue d'un accord de libre-échange.

La visite du dirigeant britannique fait suite à celle de la Secrétaire d'Etat au Commerce Elizabeth Tuss en mars dernier et s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale active de l'Inde, particulièrement dynamique ces derniers mois, avec notamment la signature d'un accord avec les [Emirats Arabes Unis](#), d'un accord provisoire avec [l'Australie](#) et la quatrième édition du dialogue ministériel 2+2 avec les Etats-Unis. Ce dialogue a abouti à un communiqué conjoint soulignant entre autres l'importance de renforcer le partenariat économique et commercial bilatéral.

### Visite croisée du secrétaire d'Etat au Commerce à Bruxelles et de députés européens en Inde

Sept députés européens de la Commission du Commerce international se sont rendus en Inde du 11 au 13 avril derniers. Ils ont rencontré la ministre indienne des Finances ainsi que le ministre indien au Commerce et à l'Industrie. Le ministère indien des Finances a déclaré à cette occasion que les parties avaient convenu de la volonté de faire avancer les négociations sur le traité bilatéral sur les investissements, l'accord

de libre-échange et l'accord sur les indications géographiques.

Cette rencontre fait suite à la visite du secrétaire d'Etat indien au Commerce à Bruxelles début avril. Cette visite avait pour but de travailler à l'élaboration d'un cadre dans la perspective d'un futur accord de libre-échange.

Elle sera également suivie du déplacement en Inde de la Présidente de la Commission européenne prévu les 24 et 25 avril. En plus de l'accord de libre-échange, les parties devraient s'entretenir à propos de la guerre en Ukraine et de ses conséquences économiques.

*Echanges commerciaux en 2021 du point de vue de l'Inde*

Mds USD	Export	Imports	Total	Solde	Part dans le total
Australie	6,9	15,1	22,0	-8,2	2%
UE	58,9	49,9	108,8	8,9	11%
UK	10,4	6,7	17,1	3,6	2%
USA	71,2	41,3	112,5	29,9	12%
Monde	395,5	573,6	969,1	-178,1	

## Népal

### La Cour suprême ordonne au gouvernement de ne pas appliquer sa décision de suspendre le gouverneur de la Banque centrale

La Cour suprême a rendu une ordonnance provisoire à court terme contre la décision du gouvernement de suspendre le gouverneur de la *Nepal Rastra Bank*, Maha Prasad Adhikari. Elle a également demandé au gouvernement de fournir les raisons de sa décision de suspendre le gouverneur Adhikari pour les prochaines audiences.

Pour rappel, le gouvernement népalais avait suspendu le gouverneur Adhikari en raison de désaccords avec le ministre des Finances, Janardhan Sharma sur fonds de divergences d'opinion à la suite de la diminution des réserves de change et de l'état actuel de l'économie népalaise. Le gouverneur adjoint de la NRB, Nilam Dhungana Timilsina, s'est vu confier la

responsabilité de gouverneur par intérim suite à la suspension de M. Adhikari.

### Visite au Népal du Vice-Président de la Banque asiatique de développement

Le 17 avril à Katmandou, VP Shixin, lors de sa rencontre avec le Premier ministre népalais, a réitéré l'engagement de la BASD à renforcer davantage son partenariat. Il a également rencontré le ministre des Finances et a noté les efforts du gouvernement pour accélérer la mise en œuvre du développement des engagements prévus.

Au cours de sa visite de sept jours, du 13 au 19 avril, le Vice-Président a rencontré le ministre du Développement urbain, le ministre des Ressources en eau et de l'irrigation et le ministre de l'Éducation, des sciences et de la technologie. Il a également rencontré le gouverneur par intérim de la *Nepal Rastra Bank*, le directeur général de la *Nepal Electricity Authority*, d'autres hauts fonctionnaires et des représentants du secteur privé.

### Le Japon prolonge les programmes de coopération technique au Népal pour l'exercice 2022

L'ambassade du Japon à Katmandou a informé le ministère des Affaires étrangères (MoFA) de sa décision par une note verbale. Les programmes de coopération technique comprennent le projet d'amélioration de la santé publique pour prévenir les maladies infectieuses telles que le COVID-19 et le projet de renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles telles que les inondations qui frappent le Népal chaque année. Pour le secteur agricole, qui concerne environ deux tiers de la population, le "Projet de promotion de l'agriculture irriguée dans la plaine du Terai" et le "Projet de renforcement de la production, de l'approvisionnement et du système de contrôle de la qualité des semences" sont destinés à améliorer le rendement et la qualité des cultures.

Les programmes seront mis en œuvre par la JICA dans divers domaines : à savoir les soins médicaux/santé, la gouvernance, le développement du secteur privé, la gestion de l'approvisionnement en eau, l'entretien des

routes, l'agriculture, l'éducation, la prévention des catastrophes, le changement climatique, le transport urbain et le développement des aéroports, selon l'ambassade du Japon à Katmandou. D'après les chiffres du FMI, la JICA est le principal créancier bilatéral du Népal avec un encours qui s'élève à 793 M USD au terme de l'exercice 2019/20, soit 5,7% de la dette et 2,3% du PIB népalais.

En outre, huit experts qui travaillent comme conseillers dans les organisations gouvernementales népalaises seront envoyés sur place.

### GBIA, le deuxième aéroport international du Népal, entre en service

L'aéroport international Gautam Buddha (GBIA) est officiellement entré en service le 21 avril. Il s'agit du deuxième aéroport international du pays après l'aéroport international de Tribhuvan (TIA) à Katmandou.

Bien que la nouvelle piste soit entrée en service, les vols internationaux ne commenceront toutefois qu'à partir du 16 mai, jour de Buddha Jayanti, l'anniversaire de la naissance du Bouddha. Les vols intérieurs, en revanche, ont débuté.

## Pakistan

### Le nouveau Premier ministre Shehbaz Sharif entend renouer le dialogue avec le FMI

Dans la perspective de la tenue de la 7<sup>ème</sup> revue dans le cadre de la Facilité élargie de crédit (EFF de 6,9 Mds USD de juillet 2019), le Premier ministre a déclaré que son gouvernement entendait relancer le dialogue avec le FMI. Il a chargé à cet effet le nouveau Ministre de l'Économie et des Finances, M. Miftah Ismaël, lui-même ancien économiste auprès de l'Institution, de reprendre le chemin de Washington afin de débloquent la tranche de 960 M USD prévue au titre de la 7<sup>ème</sup> revue. A ce jour, la moitié de l'EFF (3,2 Mds USD) a été déboursée.

Le nouveau ministre des Finances attendu à Washington pour reprendre les négociations doit au préalable obtenir la levée de son nom sur la liste des personnes interdites de sortie du territoire (Exit Control List)

La polémique a rebondi lorsque le nouveau titulaire du portefeuille des Finances et de l'économie a appris que son nom figurait sur cette liste en raison de sa proximité avec les leaders de l'ex opposition devenue majoritaire.

Le ministre a souhaité s'entretenir en tête à tête avec la Directrice générale du FMI

En effet, les conditions exigées par le Fonds pour une reprise du programme sont jugées inatteignables. Au nombre de cinq (suppression des subventions sur les produits pétroliers, retrait de l'amnistie fiscale, augmentation des tarifs de l'électricité, mise en place de nouvelles taxes et réduction du déficit primaire selon la trajectoire initialement actée, à savoir un surplus de 25 Mds PKR contre un déficit attendu de 1300 Mds PKR soit environ 7 Mds USD), elles s'inscrivent entièrement à contrecourant de toutes les décisions prises par le précédent gouvernement pour tenter de sauver sa majorité.

Le discours à portée électoraliste du PM Imran Khan quelques jours après l'accord pour la 6<sup>ème</sup> revue, avait été reçu comme un revirement par le FMI par rapport aux engagements pris.

Les IDE en net recul en mars par rapport à l'année dernière

Les investissements directs étrangers ont reculé au cours du mois de mars de 30 M USD contre une hausse de 170 M USD au cours du même mois l'année dernière, selon un rapport publié par la SBP (*State Bank of Pakistan*).

Ce revirement survient au terme de seize mois ininterrompus de progression des intrants dans l'économie nationale. La Banque centrale explique ce revers en partie en raison de prises de bénéfices de certains investisseurs, émanant notamment d'opérateurs des télécommunications, et évaluées à plus de 173,5 M USD.

Au cours des neuf premiers mois de l'année fiscale, (juillet 2021-juin 2022), la Chine demeure de loin, le premier investisseur au Pakistan avec

un flux net de 333,5 M USD suivi par les USA avec 183,1 M USD et Hong Kong (133 M USD).

Les principaux contributeurs nets aux IDE restent de loin le secteur de l'énergie (489,1 M USD et celui des finances (322, 8 M USD). L'exploration pétrolière et gazière a mobilisé, quant à elle, 179,7 M USD.

La chute de la Roupie reprend après une courte accalmie liée à la composition du gouvernement

Dans les échanges interbancaires, la monnaie nationale s'est à nouveau effritée par rapport au dollar pour s'établir à 184,44 PKR / USD sur fond d'incertitudes dans les négociations avec le FMI.

Les importations de pétrole ont progressé en valeur de 97% sur un an

La moyenne mensuelle des achats de pétrole brut s'établit à 530 M USD contre 269 M USD l'année dernière alors que le volume de brut ne progresse que de 30,6%.

Quant aux produits raffinés, les importations en valeur atteignent 1 Md USD contre 560 M USD, soit une hausse de 84% tandis qu'en volume, l'augmentation n'est que de 6%.

Stabilité du gaz

La facture des importations de GNL est restée stable en mars en raison de l'incapacité du Pakistan à capter des cargaisons adossées à des prix très supérieurs aux prix des offres des traders.

En raison de l'annulation de plusieurs contrats sur le marché spot à 45 USD par mm btu (*millions british thermal unit*) alors que les tarifs des contrats longs s'établissent à 15 USD mm btu, le pays a dû renoncer à approvisionner ses clients.

Les dépôts bancaires ont fortement progressé au cours du mois de mars

En hausse de 14% par rapport au même mois de l'année dernière, les dépôts bancaires ont essentiellement permis d'alimenter la forte demande des emprunts destinés à combler le déficit budgétaire.

Ainsi, les *T-Bonds* (bons du Trésor) et *PIB's* (*Pakistan Investment Bonds*) ont progressé de 20% avec des rendements rendus plus attractifs

en raison de la hausse du taux de référence de la SBP (*State Bank of Pakistan*) relevé à 12,25%. Ainsi, les *T-Bills* à 12 mois ont pris 55 points de base à 13,5%.

Avec une inflation qui s'établit désormais à 12,7% en glissement annuel, la performance de ces placements, certes garantis par l'Etat, reste toutefois modérée.

#### L'autorité des télécommunications renouvelle la licence du premier opérateur de téléphonie mobile PCML (Jazz) pour 486 M USD

La *Pakistan Télécommunication Authority* a renouvelé la licence attribuée à PMCL pour une nouvelle période de quinze années. Le montant de la transaction s'établit à 243,1 M USD payable immédiatement et le solde 243,1 M USD en cinq annuités équivalentes.

La société PCML connue sous la marque *Jazz*, leader sur le marché des services mobiles (téléphone, internet et data) annonce 75 M de clients pour un marché estimé à 153 M d'abonnés. Elle a réalisé depuis son premier réseau 2 G, près de 10 Mds USD d'investissements dans le pays incluant l'absorption de son concurrent *Warid* pour 560 M USD. Elle annonce par ailleurs disposer du premier réseau de fibres optiques avec 25 000 km.

## Sri Lanka

#### Poursuite des négociations avec le FMI

A l'occasion des rencontres de printemps du FMI et de la Banque mondiale, une délégation sri lankaise composée du ministre des Finances, Ali Sabry, du gouverneur de la Banque centrale, Nanadala Weerasinghe et du secrétaire au Trésor, Mahinda Siriwardana, s'est déplacée à Washington. Cette délégation a rencontré la Directrice générale du FMI ainsi que le vice-président de la Banque mondiale en charge de l'Asie du Sud.

Selon le FMI, les discussions techniques pour la mise en place d'un soutien financier, qui sont à un stade initial, progressent. Le FMI a souligné qu'il était prêt à soutenir Sri Lanka mais que, pour

ce faire, le gouvernement sri lankais devait restructurer sa dette extérieure, y compris celle à l'égard de la Chine qui est l'un des premiers créanciers bilatéraux de Sri Lanka, afin de la rendre soutenable.

A ce sujet, le ministère des Finances a reporté jusqu'au 22 avril la date limite pour la remise des propositions pour la sélection du conseiller financier qui aura la responsabilité d'accompagner Sri Lanka dans la négociation avec ses créanciers. Le soutien du Fonds et de la Banque mondiale devra être assorti d'un programme de réformes crédibles notamment pour protéger les populations vulnérables qui sont durement touchées par la crise.

#### Baisse de la note souveraine par les trois agences de notation

Consécutivement à la décision prise par Sri Lanka, le 12 avril dernier, de suspendre le remboursement de sa dette extérieure jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé avec ses créanciers sur sa restructuration, les trois agences de notation ont baissé la note de la dette souveraine en devises : de CC à C pour *Fitch*, de CCC à CC avec perspective négative, pour S&P et de Caa2 à Ca pour *Moody's* avec perspective stable. Par ailleurs, *Fitch* a placé sous surveillance treize banques sri lankaises en raison de leur exposition au risque souverain. *Fitch* a revu sa prévision de croissance pour l'économie sri lankaise en 2022 à 1%, le FMI prévoyant pour sa part, dans sa publication d'avril, une croissance de 2,6%. Enfin, l'annonce de la suspension du remboursement de la dette extérieure a conduit la bourse de Colombo à fermer jusqu'au 25 avril.

#### Accélération de la hausse des prix suite à la dépréciation de la roupie

Depuis l'annonce du flottement de la LKR, le 7 mars dernier, celle-ci a perdu 40% de sa valeur par rapport au dollar. Dans ce contexte, une nouvelle hausse des carburants a été annoncée le 19 avril. Cette hausse intervient après celle décidée le 15 mars dernier. Le gazole a augmenté de 64% et l'essence de 33%. Au total, par rapport à début mars, le gazole et l'essence ont augmenté respectivement de 139% et de 91%. Dans la foulée de l'annonce du 19 avril, les tarifs

des transports par autobus ont augmenté de 35%. Selon de nombreux observateurs, l'inflation qui a atteint 18,7% fin mars en glissement annuel pourrait atteindre 30% au cours des prochains mois.

#### Annnonce de nouveaux financements indiens et chinois

Alors que le niveau des réserves ne représentait fin mars qu'un mois d'importations, l'Inde a annoncé qu'elle étudiait la possibilité d'accorder un financement supplémentaire de 500 MUSD pour l'achat de carburant. Pour mémoire, depuis le début de l'année, le montant des

financements et facilités de paiement des autorités indiennes s'élèvent déjà à 2,4 Mds USD. Par ailleurs, le ministère des Affaires étrangères chinois a annoncé que la Chine allait accorder une aide humanitaire d'urgence à Sri Lanka dans un contexte de pénuries et de renchérissement de nombreux produits alimentaires et médicaments. Selon le FMI, compte tenu de la hausse des prix du pétrole et de la baisse des transferts des migrants, le déficit du compte courant de la balance des paiements pour l'année 2022 pourrait atteindre 7% du PIB.

## Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
<b>Inde</b>	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Négative	A4	B
<b>Bangladesh</b>	Ba3	Stable	BB-	Stable	BB-	Stable	C	D
<b>Pakistan</b>	B3	Négative	B	Positive	B-	Stable	D	D
<b>Sri Lanka</b>	Ca	Stable	CC	Négative	C	-	D	B
<b>Maldives</b>	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)